

TIZI-OUZOU

Marche des enseignants de l'université

Les enseignants de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou en sont à leur troisième semaine d'un débrayage déclenché à l'appel du Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes) au lendemain de l'échec des pourparlers avec le ministre en charge du secteur, lors du déplacement de ce dernier à Tizi-Ouzou le 10 février dernier.

Depuis, bien que tous les campus n'aient jamais désempli, les cours sont à l'arrêt pratiquement généralisé à travers toutes les facultés. Un mouvement qui ne surprend guère, tant depuis la rentrée d'octobre dernier les germes du ras-le-bol des enseignants, tous grades confondus, poussaient à vive allure, augurant une

année bien plus mouvementée que de coutume, et ce, bien que les grèves à l'université de Tizi-Ouzou, ce n'est pas ce que l'on connaît le moins. Il faut souligner, également, que le présent mouvement a reçu même l'adhésion de plusieurs enseignants ne se reconnaissant pas du Cnes. C'est dire donc si cet arrêt a engrangé

de l'ampleur depuis son déclenchement, bien que, comme le soulignait il y a quelques jours un enseignant du campus de Oued-Aïssi, ce n'est pas de gaité de cœur que de nombreux enseignants et chercheurs aient décidé de désertier les amphis et les classes.

Le bras de fer entre les enseignants et leur tutelle est explicité à travers une déclaration rendue publique la veille du déclenchement de ce mouvement. Les syndicalistes du Cnes y relevaient «la détresse dans laquelle l'université Mouloud-Mammeri est plongée, à l'instar

d'ailleurs de toutes les universités du pays». Une détresse, argumentent-ils, illustrée par «les récurrentes atteintes graves à la dignité de l'enseignant-chercheur à travers une remise en cause de ses prérogatives, un mépris ostentatoire de son autorité pédagogique et scientifique». Les revendications sociales figurent également en bonne place sur la plateforme remise au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique par les syndicalistes du Cnes qui réclament «une digne prise en charge de la situation socioprofessionnelle de l'enseignant, à travers un salaire

décent, un logement, la valorisation de son expérience, l'amélioration et la protection de son pouvoir d'achat, ainsi que la protection et la valorisation du diplôme de magistère».

Ne voyant rien venir depuis près d'un mois maintenant, et après plusieurs assemblées générales, les enseignants sont sortis, hier, crier leur désarroi dans les rues de Tizi-Ouzou pour une marche silencieuse qui sera suivie, annonce-t-on, par un sit-in, d'envergure nationale celui-là, la semaine prochaine sous les fenêtres du ministère.

M. Azedine

BÉJAÏA

Saisie de viande blanche par la police

Pas moins de 481,5 kg de viande de volaille impropre à la consommation ont été saisis au centre-ville de Béjaïa au cours de cette semaine par les services de police, avons-nous appris de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.

Ce vaste trafic de viande blanche a été découvert après qu'une commission composée d'éléments de la DCP, de l'hygiène et de la police, ait effectué un contrôle inopiné au grand marché couvert «Cofel» ciblant les commerces de viande blanche. Dans deux commerces spécialisés, les policiers de l'urbanisme et de la protection de l'environnement ainsi que les contrôleurs de la Direction du commerce, ont retrouvé 81,5 kg de poulets avariés exposés à la vente, avant d'apprendre sur place qu'une autre importante quantité du même produit devait être livrée dans

les heures suivantes sur le marché en question.

La mobilisation des services de police a permis immédiatement d'investir les quartiers de la ville pour, ensuite, interpellier quelques instants plus tard, deux véhicules dans lesquels étaient entassés 340 kg de poulets avariés pour le premier et 80 kg pour le second.

Il est convenu de signaler que durant quelques jours, le prix du poulet a nettement baissé sur le marché à Béjaïa sans toutefois expliquer «la brutalité» de sa chute. Nos investigations ont permis néanmoins d'interpréter «affreusement» le cours de cette viande royale-ment appréciée par les couches moyennes de la société. Makhlouf B., un ancien producteur et éleveur de poulet de chair, nous a confié que la profession est gangrénée par une impitoyable concurrence et stigmatisée par une malsaine course à l'enrichissement illégal. Des dizaines de tonnes de viande blanche impropres à la

consommation transitent quotidiennement sur les marchés municipaux pour ensuite être revendues au grand public sans que personne ne s'en aperçoive. «il m'est arrivé des centaines de fois que des intermédiaires me proposent la récupération des poulets morts la veille à des prix symboliques, soit 100 DA la pièce , ces poulets sont, soit revendus sur le marché, soit livrés aux rôtisseries», avant d'enchaîner «vous savez, la vie d'un poussin est liée à une très fragile condition, il suffit d'une simple anomalie où négligence pour qu'il perde la vie. Le poulet doit avoir 1,4 kg pour qu'il soit écoulé mort ou vif, tous les moyens sont bons alors pour se sauver la face. La profession est dégoûtante parfois, l'Etat est responsable de cette triste réalité. Rares sont les contrôles dans les poulaillers et il est difficile parfois de comptabiliser le nombre de producteurs. C'est carrément la débandade dans ce secteur». Un agriculteur et propriétaire de poulaillers de la région de Tazmalt

ayant voulu garder l'anonymat nous a renvoyé carrément à la fouille dans les décharges publiques ou sauvages des oueds de la localité, d'une simple carcasse de poulet «vérifiez si vous le souhaitez, vous ne trouverez pas un cadavre même pas la part du chacal, le trafic du poulet s'est envolé, tout se vend, rien ne se perd, il suffit juste le conserver où le revendre dans les heures qui suivent sa mort. Croyez-vous que le prix des pâtés et celui des rôtis est raisonnable par rapport aux marges commerciales aujourd'hui et aux infimes subventions de l'Etat ?»

Pour l'heure, l'enquête cherche toujours à déterminer «la provenance exacte de la viande et comment elle a pu être acheminée au centre-ville de Béjaïa». Des procès-verbaux ont été établis par la Police nationale à l'encontre des mis en causes de ce trafic, le procureur de la République a été saisi du fait.

Kamel Gaci

AÏN DEFLA

Plus de 160 milliards de centimes de soutien au développement des communes

La Direction de l'administration des activités locales de la wilaya de Aïn Defla vient de rendre publics les montants des aides au soutien du développement des communes, montants qui se chiffrent à plus de 160 milliards de centimes.

Ces aides sont destinées pour une grande part à l'équipement et pour une part moindre au fonctionnement des collectivités locales.

Au chapitre 900, celui du fonctionnement, le montant global s'élève à 521 665 000 DA. La CNGS (Caisse nationale de garantie et de solidarité, l'ex-FCCL (Fonds commun des collectivités locales) participe à ces aides avec 133 300 000 DA destinés à l'aménagement et la réhabilitation des chemins communaux et 330 796 000 DA affectés au gardiennage et au fonctionnement des écoles primaires.

Toujours au titre du chapitre 900, le budget de wilaya participe à ce montage financier avec

57 569 600 DA pour la prise en charge du transport scolaire. A ce titre, c'est la commune d'El Maïen, l'une des plus déshéritées, qui est la mieux servie avec une aide de 33 millions DA.

Au chapitre 979, celui de l'équipement, les 36 communes se partagent 876 millions DA pour l'acquisition de bennes tisseuses, de bus de transport scolaire, liquidation de rappels de traitements, aménagement des cantines scolaires, aménagement des réseaux d'assainissement et construction de salles polyvalentes.

Toujours au titre de l'équipement, les communes les plus bénéficiaires sont El Maïen avec 96, 850 millions DA, Aïn Beniane qui reçoit 72 millions DA et El Attaf avec 39 millions DA.

En sus, la wilaya prélève sur son budget une enveloppe de 23 milliards de centimes destinée à raccorder des localités et des quartiers au réseau de distribution du gaz de ville. La liste des localités est à l'étude en fonction des données techniques de faisabilité. Une remarque importante à faire, la Wilaya, pour faciliter les

procédures complexes selon les gestionnaires des collectivités, instruit les 14 chefs de daïra qu'il n'est plus indispensable de faire valider les délibérations et par la daïra et par la Wilaya. Il incombera dorénavant aux chefs de daïra, et eux seuls, d'assumer cette responsabilité, pour clore des allégations faisant état de lourdeurs bureaucratiques générées par les services de la Wilaya. Cependant pour l'octroi des marchés concernant le patrimoine de la commune, même si la délibération n'est pas à faire valider par la Wilaya, ses services, en l'occurrence la Direction des activités locales, doivent être seulement avisés dans un délai de 48 h. Une initiative locale destinée à accélérer le lancement des projets qui stagnent sous prétexte de complexité du code d'attribution des marchés publics et des lourdeurs bureaucratiques, des justifications jugées exagérées mais destinées à masquer les carences de certains gestionnaires.

Karim O.

GOURAYA (TIPASA)

Le gang des voleurs ciblait les résidences des émigrés

La cellule de communication de la police de Tipasa vient de révéler, dans un communiqué rendu public, qu'un gang composé de quatre bandits vient d'être démantelé dans la ville de Gouraya, située à 50 kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Tipasa.

Le gang de malfaiteurs fut démantelé à la suite d'une information donnée par un citoyen dénommé M. K., habitant à proximité du site résidentiel où fut perpétré un vol par effraction commis par quatre suspects, que les policiers dans leurs investigations identifièrent comme des malfaiteurs habitués à ce genre de délits. Le vol s'est déroulé par effraction et violence sur la propriété d'un Algérien émigré qui, dès que

le forfait fut connu, s'est présenté aux services de police de Gouraya, en donnant des détails précieux sur la nature du sinistre causé par les brigands.

Les recherches minutieuses lancées par la police de Gouraya ont donc abouti à l'arrestation des suspects qui, confrontés aux résultats du logiciel Afis «système automatisé d'identification des empreintes digitales», détectées dans leurs empreintes sur les vitres et les meubles de la résidence ayant fait l'objet d'un vol, ont vite fait de reconnaître leur forfait. Présentés au juge d'instruction et au procureur de la République, les délinquants ont été placés sous mandat de dépôt à la prison de Sidi-Ghilès.

Houari Larbi

MÉDÉA

Les soldats du feu fêtent leur Journée mondiale

La Protection civile de Médéa a fêté sa Journée mondiale en grande pompe en présence de M. Brahim Merad, premier responsable de la wilaya et d'un public nombreux élargi aux autorités civiles et militaires. Les festivités qui se sont déroulées au siège de l'unité principale de cette institution ont consisté entre autres en une exposition visant à mettre en exergue les diverses activités de ce corps, les équipements préconisés lors des différentes opérations et la disponibilité de ce matériel justement au moment des interventions. Des explications ont été données aux visiteurs le cas échéant. On signalera que les éléments de ce corps ont à leur actif 24 000 interventions pour l'année 2014, soit une moyenne de 64 sollicitations/jour. D'autre part, un travail colossal est entrepris par cette institution pour semer une culture de secourisme de proximité. Il s'agit en fait de former à titre bénévole des citoyens dans les différents quartiers de la wilaya en les initiant aux notions élémentaires de secourisme et de les rendre compétents dans ce sens dans un but purement humanitaire.

Il faut rappeler dans cette optique que Médéa, fortement exposée aux aléas naturels de par la nature de son climat et de son relief, ne pourrait tirer que profit de cette initiative.

D'un autre côté, la direction de la Protection civile de Médéa n'aura pas omis d'honorer ses «enfants prodiges». Huit retraités ont été primés et félicités pour leurs loyaux services et 110 autres éléments tous grades confondus ont été promus. Des campagnes de sensibilisation et d'information initiées par la Protection civile et le concours d'autres secteurs à savoir celui de l'éducation sont prévues dans les différents établissements scolaires de la wilaya.

L. M.